

PAKISTAN

Le gouvernement est accusé de collusion avec des groupes politiques armés coupables d'atteintes aux droits de l'homme

Index AI : AI 53/16/95

Alors que Karachi connaît un regain de violence et que 550 personnes ont été tuées depuis le début de l'année par des membres de groupes politiques et religieux armés, Amnesty International a exprimé ce jour (mardi 31 mai) son inquiétude au sujet d'informations faisant état de la collusion des autorités avec certains des groupes qui terrorisent la ville.

L'Organisation a déclaré : « Les autorités pakistanaises n'ont jamais pris de mesures appropriées en vue de protéger les citoyens paisibles de Karachi contre les attaques menées par les groupes armés. Il apparaît maintenant que cette attitude pourrait, dans certains cas, être intentionnelle. »

Au début du mois de mai, Farooq Sumar, industriel de renom, a accusé publiquement l'administration provinciale de Karachi de cautionner les activités criminelles du groupe Haqiqi du Mohajir Qaumi Movement (MQM, Mouvement national mohajir).

La famille de Farooq Sumar avait dénoncé à maintes reprises auprès des autorités fédérales et provinciales les extorsions de fonds et les menaces de mort imputables au MQM (Haqiqi). Toutefois, malgré des promesses, aucune mesure n'avait été prise pour protéger cet homme et ses proches ni pour poursuivre les personnes incriminées.

Selon des articles parus dans la presse, les gouvernements qui se sont succédé ont soutenu activement les activités criminelles du MQM (Haqiqi), dans l'intention de tenir en échec le MQM (Altaf), un groupe plus important du mouvement. D'aucuns vont jusqu'à penser que cette tactique est directement responsable de la dégradation de la situation à Karachi.

Le gouvernement pakistanais ne cesse d'affirmer que les informations faisant état de l'anarchie régnant à Karachi sont exagérées et que les violences sont perpétrées par « des agents ennemis ». Il ajoute que le gouvernement provincial prend toutes les mesures nécessaires pour contrôler la situation.

Les enlèvements, les actes de torture et les meurtres imputables aux groupes armés n'ont toutefois pas cessé. Ces derniers utilisent de plus en plus souvent des lance-roquettes et d'autres armes du même type. Des bandes de malfaiteurs profitent par ailleurs du chaos ambiant pour intensifier leurs activités.

Ces dernières semaines, plusieurs dizaines de personnes ont été enlevées par des inconnus ; on a retrouvé quelques jours plus tard dans la rue ou dans des fossés leurs corps criblés de balles, ligotés et portant des traces de torture. Selon certaines sources en provenance de Karachi, beaucoup de personnes n'osent pas sortir de chez elles ni envoyer leurs enfants à l'école en raison de la violence omniprésente.

La police pakistanaise et les Rangers réagissent en interpellant arbitrairement des centaines de personnes au cours de visites domiciliaires ; ils leur bandent les yeux jusqu'à la fin de leur interrogatoire ou, parfois, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu des pots-de-vin. Des dizaines de personnes ont été détenues illégalement et on ignore combien le sont toujours. Amnesty International demande que toutes ces personnes soient inculpées d'infractions pénales et placées en détention conformément à la loi ou, à défaut, qu'elles soient remises en liberté.

Le 25 mai, le Premier ministre Benazir Bhutto a accusé les militants du MQM de tuer des

responsables de l'application des lois, ajoutant que ces militants « n'appartenaient pas à la nation pakistanaise ». Rejetant les accusations formulées par le MQM à propos de violations des droits de l'homme à Karachi, le Premier ministre a déclaré : « On peut parler de droits de l'homme quand on n'est pas armé et que le gouvernement transgresse la loi. Cependant, le fait d'arrêter ceux qui portent des armes et tuent des innocents ne constitue pas une violation des droits de l'homme. »

L'Organisation fait observer : « Les difficultés rencontrées face aux groupes politiques armés ne doivent jamais servir d'excuse pour commettre des violations des droits de l'homme ; elles ne peuvent davantage servir d'excuse pour fermer les yeux sur les exactions commises par ces groupes. »

Amnesty International appelle à nouveau le gouvernement pakistanais à ordonner sans délai l'ouverture d'enquêtes sur tous les cas d'exécutions extrajudiciaires et d'actes de torture imputables aux responsables de l'application des lois. L'Organisation exhorte aussi le gouvernement à faire mener une enquête sur les accusations de collusion des autorités avec des groupes politiques ou religieux armés et à déférer à la justice tous les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme l